

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal, tenue en la salle de l'hôtel de ville, 8 septembre 2015 à 20h, à laquelle assistaient les conseillers Réginald Cotton, Nelson O'Connor, Ghislain Smith ainsi que les conseillères Carmelle Mathurin et Aline Perry, formant quorum sous la présidence de M. le maire Daniel Côté.

Était absent : le conseiller Patrice Quenneville.

Étaient également présents, M. Jocelyn Villeneuve, directeur du Service d'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement, M. Michel Cotton, directeur du Service des travaux publics, M. Dave Ste-Croix, directeur des Services administratifs, M. Jérôme Tardif, coordonnateur aux communications et aux relations publiques, M. Sébastien Fournier, directeur général et Madame Isabelle Vézina, greffière.

RÉS. 15-09-001

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

IL est proposé par le conseiller Nelson O'Connor

ET résolu à l'unanimité,

QUE l'ordre du jour décrit ci-dessus soit adopté.

RÉS. 15-09-002

ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX DES SÉANCES PRÉCÉDENTES

IL est proposé par le conseiller Réginald Cotton

ET résolu à l'unanimité,

QUE le procès-verbal de la séance du Conseil municipal tenue le 10 août 2015, résolutions 15-08-01 à 15-08-48 inclusivement, soit adopté tel que rédigé.

RAPPORT DU MAIRE

M. le Maire fait le point :

INTRODUCTION

- Bienvenue 1^{re} séance télédiffusée depuis le mois de juin
- Espère que les gens ont passé un bel été, de belles vacances pour ceux qui ont pu en profiter!
- Même si c'était l'été, beaucoup de dossiers ont cheminé, alors on va faire un petit suivi rapide de quelques dossiers.

TOURISME

- Grosse saison touristique cet été : vraisemblablement la plus grosse depuis l'année du 475^e!
- Beaucoup de gens sur la pointe de la Gaspésie, et ça paraissait juste en se promenant en Ville ou dans le Parc Forillon... Belle effervescence! Belles retombées économiques! Bravo!
- Pourquoi cette hausse? Surement taux de change favorable. Surement la panoplie d'événements à succès qu'on a durant l'été. Surement les travaux majeurs au Parc Forillon et le renouveau amené au Parc. Surement efforts accrus de promotion notamment par le Parc Forillon et la CCTG. Surement qu'on reçoit les fruits du palmarès du National Geographic qui nous classait 3^e au monde pour ses potentiels! C'est l'ensemble de tout ça, et c'est tant mieux!
- Car on a un potentiel touristique énorme... qui a été boudé mais qui est en train de retrouver ses lettres de noblesse. Le tourisme, c'est l'un des gros moteurs de notre économie, alors on doit continuer d'y travailler ensemble, et de miser sur nos potentiels réels!

TRAVAUX AU CENTRE-VILLE

- Je me suis fait interpellé cet été à propos des travaux majeurs qui se déroulent au centre-ville, dans la phase routière du projet Berceau du Canada. C'est clair que quand on ouvre une route aussi achalandée et aussi centrale, ça ne se fait pas sans remous. Mais au final, on aura eu un été d'enfer, mais on aura optimisé notre artère centrale pour au moins 50 ans, si ce n'est pas 100 ans.
- Les gens ont beaucoup de questions sur le fruit des travaux. Je vous le résume rapidement, en rafale.
 - D'abord, non, il n'y aura pas de carrefour giratoire, pour des raisons de sécurité des piétons, des cyclistes et des personnes à mobilité réduite.
 - À l'intersection du pont, ce sera un feu de circulation, qui sera synchronisé avec les autres feux du boulevard : 3 autres feux seront ajoutés pour sécuriser la route : McDo, rue Harbour et près du Jean Coutu.
 - La limite de vitesse sera à 50 km/h, avec des aménagements urbains plus accueillants pour un centre-ville.
 - Non, il n'y aura pas seulement 2 voies : en général, on verra 4 voies de large, soit 2 voies de circulation et 2 voies réservées aux virages vers

les entrées commerciales. Aussi, en arrivant du secteur Nord, ça va virer en double pour prendre le pont, pour diminuer les refoulements de trafic du matin.

AFFICHAGE CENTRE-VILLE

- Autre dossier, la décision a été prise par le Conseil au début de l'été, il y aura un nouvel affichage intégré au terre-plein du centre-ville, en remplacement des fameuses affiches coroplast qu'on change presque chaque semaine en fonction des événements. Une affiche-écran sera donc intégrée à l'affichage rustique actuel. Cela sera plus esthétique que les coroplasts, beaucoup plus facile à gérer, et au final, moins coûteux pour les organismes et pour la Ville.
- Donc, à partir de bientôt, les événements, activités et lieux touristiques et citoyens auront un coup de promotion via cet affichage plus moderne, mieux organisé et moins dispendieux.

LIEN MARITIME ET PROJET DE REVITALISATION DE RIVIÈRE-AU-RENARD

- Cet été aussi, on a travaillé d'arrache-pied sur le projet de lien maritime avec Anticosti et la Côte-Nord. Ça avance très bien et la version finale du plan d'affaire est sur le point d'être déposée dans la Stratégie maritime et dans le Plan Nord. Notre ministre régional, M. D'Amour, nous a assuré que le dossier serait traité et il sera même analysé par la Société des Traversiers du Québec, ce qui est de bon augure.
- Du côté du projet majeur de revitalisation du village de Rivière-au-Renard, qui est intimement relié au projet de lien maritime, nous serons bientôt prêts à aller de l'avant avec des demandes de soutien financier pour préparer les plans et devis plus formels de ce projet, ce qui est la prochaine étape de ce dossier majeur, qui s'inscrit parfaitement dans les orientations de la Stratégie maritime du Québec.

TUGLIQ

- Parlant de Stratégie maritime, on a eu la semaine dernière la confirmation que le projet Tugliq pouvait continuer de progresser. En gros, Tugliq prendrait le gaz naturel disponible dans le canton de Bourque, sur les puits de Pétrolia là-bas, pour le liquéfier et le distribuer un peu partout le long des côtes du Québec maritime, principalement pour les marchés de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, où les mines fonctionnent actuellement au diesel : donc, un carburant plus responsable pour ces gros consommateurs.
- Du côté de Gaspé, notre port est en lice pour recevoir la plateforme de liquéfaction de gaz. Le Conseil municipal appuie le projet et on croit que le port industriel de Sandy Beach a tous les potentiels pour loger ce projet, qui prévoit la création d'au moins 150-200 emplois d'ici 2018-2019 environ.
- Présentement, ils doivent confirmer la ressource de gaz à Bourque, au milieu de la forêt entre Murdochville,

Grande-Vallée et Gaspé, à environ 40 km à vol d'oiseau de Gaspé. Ensuite, le reste du dossier suivra.

- En passant, je le rappelle et le répète, il n'y a aucune contradiction entre notre appui à ce projet et notre vigilance dans le dossier Haldimand. On parle de gaz à une place et de forage de pétrole à l'autre place. Un projet est au milieu du bois à 20 km de la maison la plus proche, et l'autre projet est dans la cour des gens, à 350 mètres de maisons sur la rue Forest, à 2 pas du centre-ville et de la Baie. Donc, on compare des pommes avec des oranges quand on tente de faire le parallèle entre les 2 dossiers.

PÉTROLE

- Parlant du dossier Haldimand, on est toujours en attente d'une réponse du ministre de l'Environnement sur la demande de BAPE.
- Il y a des gens qui tentent de répondre à la place du ministre depuis un bout de temps... Mais la vraie réponse, c'est que le ministre a toujours le dossier sur son bureau et que la décision n'est pas rendue.
- Pourtant, on a un appui non équivoque de tout le monde vis-à-vis cette demande : industrie d'accord, environnementalistes et citoyens majoritairement d'accord, gouvernement libéral précédent était aussi d'accord, municipalité d'accord : espérons de bonnes nouvelles bientôt!
- Pour en revenir à ce qui a été véhiculé cet été, attention de ne pas mélanger les gens... les fonctionnaires du ministère disent qu'il n'y a pas de BAPE prévu par la loi pour un tel projet, et c'est exact! Par contre, le ministre a un pouvoir discrétionnaire d'accorder un BAPE et c'est ça qu'on continue de demander, question d'avoir l'heure juste au plan de l'ensemble des impacts d'un tel projet, que les impacts soient positifs ou négatifs : réelles retombées économiques, réels impacts environnementaux, état clair de la question de l'acceptabilité sociale, etc. On a le droit de savoir et on a le droit d'avoir l'information juste et indépendante sur le dossier. Voilà donc ce qu'on réclame, aussi simplement.

TRAVAUX DE DÉCONTAMINATION DU PORT DE SANDY-BEACH

- Toujours à Sandy Beach, les travaux de décontamination menés par le fédéral sont en cours.
- Des gens nous ont signalé des odeurs reliés aux sédiments contaminés... surtout quand il vente. C'est un peu normal quand on va chercher des tonnes de résidus dans le fond marin, que ça puisse dégager des odeurs... Mais encore une fois, c'est un coup à donner, et au final, on aura un environnement plus propre, du moins on l'espère!
- Et je vous reparlerai du dossier du port de Sandy Beach dans quelques minutes...

BOUES DE FOSSES SEPTIQUES

- Un autre dossier qui nous occupe depuis quelques mois est toute la question de la municipalisation de la gestion

des boues de fosses septiques.

- Les échos qu'on reçoit de la population sont fort positifs et on continue l'implantation du service de façon progressive.
- Les camions sont sur le territoire et ça se passe très bien. On est en processus d'amélioration continue et on continue de gérer le dossier principalement en fonction des urgences qui nous sont rapportées. Par contre, au gré des urgences, un calendrier de collecte s'installe aussi et le dossier subira des ajustements sur les 3 premières années, comme on l'a toujours dit.
- Cet été, on a donné mandat à des professionnels d'étudier les différents scénarios possible pour le traitement des boues, ce qui inclut aussi la possibilité d'utiliser l'actuelle usine municipale de traitement des eaux usées. On vise toujours le service le plus efficace possible, au meilleur coût possible, alors on continue dans ce sens-là.
- Entre temps, nous devons aller vidanger nos matières dans la MRC Rocher-Percé. Pour être le plus optimaux que possible, on a loué une remorque-citerne pour faire des plus gros voyages vers Chandler au lieu de voyager avec nos camions de collecte; pour des coûts bien raisonnables, qui cadrent dans les budgets, on a réalisé un bon gain d'efficacité pour améliorer la situation temporaire qui fait en sorte d'aller faire traiter les boues en dehors de la ville...
- L'an prochain, la question de notre propre site sera réglée.
- Dossier à suivre...!

CENTRE DES LOISIRS CÉDRIC-PAQUETTE

- Dans un tout autre ordre d'idées, un autre dossier qui a fait réagir, c'est la nomination des installations sportives de St-Majorique du nom de Centre des loisirs Cédric Paquette.
- En général, le son de cloche reçu de la population du Grand Gaspé est très favorable, car Cédric est devenu source de fierté locale et régionale, un exemple de persévérance pour nos jeunes, et un ambassadeur de la région sur la scène internationale : on croit qu'on se devait de l'honorer, et on a choisi de profiter du fait qu'on rénoverait les installations de la patinoire de St-Majorique, là où il a commencé à patiner et à jouer au hockey, pour lui rendre cet hommage.
- En général, je crois que les gens sont fiers du choix du nom, mais on reçoit des questions sur le processus de nomination, sur l'événement comme tel, etc. Donc, je vais faire une petite mise au point.
- Sur le processus de nomination, honnêtement, on cherchait une façon d'honorer Cédric Paquette et de lui témoigner notre fierté collective. J'ai tâté le pouls avec différentes personnes et tout le monde trouvait que l'idée était bonne. J'avais aussi eu cette discussion avec le conseiller du quartier, qui était en accord, puis on en a brièvement discuté dans une séance de travail du conseil municipal. On a ensuite communiqué avec le Comité des loisirs, qui gère la patinoire, et avec le père de Cédric pour voir si l'intérêt était aussi présent. La réponse fut positive, donc on a choisi d'aller de l'avant.

- Comme on n'a actuellement aucun processus formel de nomination des routes et édifices publics, je vais me servir de ce dossier pour annoncer ce soir la création d'un Comité de Toponymie à l'échelle de la municipalité, un Comité impliquant des citoyens et évoluant auprès du Comité consultatif d'urbanisme déjà en place. Ça devrait nous permettre de nous améliorer à cet effet.
- L'autre volet, et je crois que c'est ce qui a le plus interpellé des gens de St-Majorique, c'est l'événement comme tel. On a choisi la sobriété, de faire ça avec la famille et les amis de Cédric, et avec le Comité des loisirs, à la bonne franquette. On a fait ce choix-là surtout pour des raisons logistiques, car on n'était pas équipés pour recevoir une foule nombreuse... et on sait que Cédric peut attirer beaucoup, beaucoup, beaucoup de gens! C'est un choix qu'on a fait ensemble. Avec ce que j'ai entendu dans le village ces derniers temps, je comprends que si c'était à refaire, on devrait organiser un gros événement, inviter tous les citoyens du secteur, etc... On ne peut pas revenir sur le passé, mais on peut travailler autrement à l'avenir. Donc, avec le Comité des loisirs, on devra penser à refaire quelque chose au lancement de la saison hivernale prochaine, quand tout sera prêt, même si ce sera impossible d'avoir Cédric physiquement avec nous en pleine saison de hockey... Y a quelque chose à penser là-dessus, pour que tout le monde y trouve son compte. Comme je le dis souvent, si on ne peut pas refaire le passé, on peut travailler à un meilleur avenir!

SÉPAQ À PRÉVEL

- Un autre gros dossier qui nous occupe, c'est la question du site de Fort-Prével.
- Il y a différentes choses qui sont véhiculées, alors je vous fais part de quelques informations et vous comprendrez qu'actuellement, on ne peut pas donner beaucoup plus d'information.
- Selon nous, dans le meilleur des mondes, c'est la SÉPAQ qui devrait continuer d'opérer le site. Mais on comprend que ce n'est pas ce qu'ils souhaitent.
- Par contre, on veut garder le site en opération, car il y a des besoins actuellement, que le golf entre autres fait partie de notre qualité de vie, et que le site, situé à mi-chemin entre les 2 plus gros icônes touristiques de la Gaspésie, entre Forillon et Percé, offre d'immenses potentiels.
- Donc, on est en train de regarder le dossier avec la SÉPAQ pour trouver un repreneur ou pour changer les façons d'opérer le site, pour que celui-ci retrouve la voie de la rentabilité. Il y a beaucoup de travail à faire en ce sens, et on a besoin de beaucoup d'information pour travailler plus à fond avec la SÉPAQ, notamment quant aux détails financiers du site et quant à l'état détaillé des infrastructures.
- Bref, on travaille le dossier avec la SÉPAQ, avec un comité de citoyens et avec la Ville de Percé (le site est à cheval entre les 2 villes), dans le but de trouver des solutions pour la pérennité du site.

MISSION ÉCONOMIQUE EN BRETAGNE

- Un autre dossier, concernant le développement économique cette fois-ci.
- On travaille présentement avec l'organisme GIMXPORT sur une mission économique dans la région de la Bretagne, en France, qui se réalisera en octobre. GIMXPORT est l'organisme régional ayant la mission de faciliter les relations internationales de nos entreprises gaspésiennes, et ils ont de vrais experts travaillant en ce sens.
- Des entreprises de Gaspé ont donc été approchées ou le seront sous peu afin de participer à cette mission, qui se veut une 1^{re} pour la ville. Les dossiers de l'éolien, des pêcheries et du tourisme sont à l'avant-plan de cette mission, qui vise à créer ou concrétiser des relations entre nos entreprises et d'autres entreprises de cette région française, qui ressemble énormément à la Gaspésie.
- Dans le cadre de la mission, nous pourrions aussi participer activement à l'assemblée générale annuelle du Réseau international Si tous les ports du monde, un réseau de plusieurs villes portuaires du monde entier et dont Gaspé est membre depuis 2011. En passant, Gaspé est en lice pour prendre la présidence du Réseau, ce qui aurait pour effet que l'Assemblée générale annuelle 2016 du Réseau se déroulerait à Gaspé... Donc, si ça se concrétise, ça voudrait dire une délégation de 30-40 dignitaires municipaux et régionaux de partout sur la planète qui débarqueraient chez nous l'automne prochain... avec des possibilités de poursuivre le maillage de nos entreprises locales avec des entreprises étrangères, ce qui est un gage de développement économique!
- Nos entreprises exportatrices cherchent à diversifier leurs marchés, et toutes nos entreprises ont besoin d'aller chercher de l'innovation ailleurs, pour améliorer leur productivité et se développer. C'est donc comme ça qu'on travaille ce dossier et on est convaincus que ça générera des retombées très positives sur certaines de nos entreprises et sur notre économie.

CAMPAGNE ÉLECTORALE FÉDÉRALE

- Un dernier point pour ce soir... Vous le savez sans doute, nous sommes en campagne électorale sur la scène fédérale!
- Jusqu'à présent, j'ai rencontré les 4 candidats confirmés dans la région et j'ai pu échanger avec eux. Le Conseil a aussi pu rencontrer 2 de ces candidats et les 2 autres devraient venir voir le conseil prochainement.
- Donc, ce soir, j'en profite pour faire comme mes homologues d'autres villes, et de dresser notre liste d'épicerie, notre série de dossiers majeurs sur lesquels nous voulons que les candidats se compromettent :
 - 1- Appui à la Stratégie maritime
 - 2- Appui au développement touristique
 - 3- Investissement dans les transports
 - 4- Décentralisation des emplois publics dans la région

- Au niveau de la Stratégie maritime, on veut donc que les partis fédéraux s'engagent à la rénovation complète du quai de Sandy Beach, et à l'implantation d'une zone industrialo-portuaire à Sandy Beach, en partenariat avec le gouvernement du Québec. On demande aussi qu'on continue de miser sur le développement de la filière des croisières internationales, qu'on appuie les chantiers maritimes en région, et qu'on s'assure d'harmoniser l'application des règles pour que les flotilles de pêche de chez nous ne soient pas défavorisées face aux autres provinces maritimes. Donc : quai de Sandy Beach, croisières, chantier naval et pêches.
- Au niveau du développement touristique, en plus des croisières, on souhaite que le fédéral poursuive sur sa lancée dans le développement du parc Forillon, car la lancée actuelle porte ses fruits; il faut que ça continue dans ce sens-là! Il est aussi majeur que les candidats se compromettent sur la pérennité du plus haut phare du Canada, le phare de Cap-des-Rosiers, un des phares les plus patrimoniaux du pays, mais qui n'est même pas protégé sur la liste des phares patrimoniaux mise en place par le gouvernement. Un engagement clair en ce sens de la part des candidats est également souhaité. Nous voudrions aussi que le fédéral s'arrime avec nous et avec le provincial dans le cadre du projet de lien maritime avec Anticosti et la Côte-Nord ainsi que le projet de revitalisation de Rivière-au-Renard.
- Dans le volet transports, le soutien au chemin de fer, désormais provincial mais qui a souffert de sous-financement fédéral pendant au moins 40 ans, est une priorité. Pour nous, il est majeur que le tronçon Gaspé-Percé soit remis en état rapidement, car on est en train de mettre à mal le dossier des croisières et du train touristique actuellement. La remise de capitaux dans le programme de cession des ports pour petits bateaux est également prioritaire, tout comme le fait d'avoir des fonds suffisants pour la mise à niveau et le développement de nos infrastructures aéroportuaires, cédées par le fédéral dans les années 1990. Et dans les transports, on a déjà parlé du quai de Sandy Beach, qui est une grande priorité.
- Finalement, dans le 4^e volet, la décentralisation des emplois vers les régions. Vous devez savoir qu'on a déjà perdu 45 emplois de fonctionnaires fédéraux entre 2007 et 2014 à Gaspé, soit une coupure de 25% des postes, alors que la région d'Ottawa a gagné plus de 7000 emplois dans la fonction publique fédérale... Ce n'est pas normal... et c'est sans compter les 15 emplois de la station radiomaritime perdus en 2015! Alors, ce qu'on souhaite, c'est que les partis fédéraux s'engagent à suivre la voie de la décentralisation et qu'on redonne à la région ses emplois perdus, des emplois qui constituent grosso modo 3 à 4 millions\$ de moins annuellement dans notre économie, alors que ces emplois sont relocalisés dans la capitale. Aussi, on demande aux candidats de se compromettre sur le fait de reconsidérer sa décision de fermer la station radiomaritime de Rivière-au-Renard, pour la sécurité des pêcheurs et des plaisanciers, et pour le bien de notre économie.

CONCLUSION

- En conclusion, je vous remercie de votre attention!
- Je vous souhaite un bel automne, et de profiter des nombreuses activités qui vous sont offertes : on a un milieu de vie exceptionnel et des centaines de bénévoles travaillent à organiser des activités et des événements pour tous les goûts : à vous d'en profiter!!

Merci!

NOTE

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES

Des prévisions par sous-activités sont déposées au Conseil

À 20 h 40, la période de questions est ouverte.

<u>Intervenants</u>	<u>Objets</u>
Roger Langlais	responsabilité de la Ville de Gaspé lors d'un bris d'aqueduc ? Sébastien : Citoyen est responsable de l'entrée de service jusqu'au main. Aqueduc et égout sont tarifés aux utilisateurs d'aqueduc et d'égout seulement.
Ken Roberts	Cérémonie d'inauguration du centre Cédric Paquette. Il veut savoir qui a pris la décision finale et que de nombreux citoyens et bénévoles de St-Majorique n'ont pas été invités. Daniel : C'est lui-même qui a pris la décision finale.

RAPPORT DES CONSEILLERS ET/OU QUESTIONS AUX OFFICIERS

La conseillère Carmelle Mathurin :

- Rencontres avec les citoyens;
- Évènements culturels et sportifs de la municipalité;
- Retrouvailles de l'Anse-à-Valleau;
- Tournoi de balle-molle Cartier Énergie;
- Visite de Jean Lemire;
- Les festivités de l'été - Remercie la population, les bénévoles et les employés municipaux;
- Suivi du dossier du 12 logements à Petit-Cap;
- Belle année scolaire.

Le conseiller Réginald Cotton :

- Souhaite belle année scolaire aux étudiants;

- Fermeture de la station maritime de Rivière-au-Renard, c'est la fin;
- Réunion de la corporation de Rivière-au-Renard;
- C.A. Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles.

Le conseiller Nelson O'Connor :

- Soirées Desjardins;
- Foire agricole (Maison aux Lilas de l'Anse);
- Félicite les organisateurs des soirées Desjardins.

La conseillère Aline Perry :

- Rencontre avec citoyens et organismes;
- Remercie plusieurs bénévoles qui ont offert de leur temps cet été;
- Reconnaissance à Félix Fournier qui a été barbier pendant 62 ans;
- Inquiétude quant à la perte d'un autre journaliste de Radio-Canada;
- Réitère sa disponibilité auprès des citoyens.

Le conseiller Ghislain Smith :

- Énumère les activités des 3 derniers mois;
- Comité de suivi sur le pétrole;
- Souligne le travail des comités de son quartier et des bénévoles.

RÉS. 15-09-003

ACCEPTATION COMPTES DU MOIS

CONSIDÉRANT les dépenses reliées aux activités financières au montant de 1 070 515.83 \$

- | | |
|---------------------------------------|-----------------|
| ▪ Activités financières régulières : | 1 070 152.97 \$ |
| ▪ Activités financières inondations : | 362.86 \$ |

CONSIDÉRANT les dépenses reliées aux activités d'investissement au montant de 917 958.02 \$

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil autorise le paiement des dépenses reliées aux activités financières non autrement autorisées au montant de 273 178.53 \$.

QUE le Conseil prenne connaissance des dépenses engagées en vertu du règlement 1224-13 (délégation de pouvoir) :

- | | |
|--------------------------------|---------------|
| ▪ Activités financières : | 797 337.30 \$ |
| ▪ Activités d'investissement : | 917 958.02 \$ |

RÉS. 15-09-004

CONTRÔLE QUALITATIF DES MATÉRIAUX –
REEMPLACEMENT D'UNE SECTION D'AQUEDUC
AU CENTRE-VILLE DE GASPÉ

CONSIDÉRANT QUE la ville fait des travaux de remplacement d'une section d'aqueduc au centre-ville de Gaspé;

CONSIDÉRANT QU'UN contrôle qualitatif doit être fait durant les travaux;

CONSIDÉRANT QU'il est requis de mandater une firme en sols pour faire ce contrôle qualitatif durant les travaux de remplacement d'une section d'aqueduc au centre-ville de Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE suite à un appel d'offres sur invitation auprès de deux (2) firmes (Englobe et GHD), deux (2) soumissionnaires ont soumis des propositions, les deux (2) soumissionnaires ont les connaissances et les ressources techniques pour mener à bien ce mandat;

CONSIDÉRANT QU'après l'ouverture des offres quantitatives, les prix soumissionnés s'établissent comme suit :

- Englobe 440 \$ plus les taxes applicables
- GHD 1 390 \$ plus les taxes applicables

CONSIDÉRANT QUE le mandat est octroyé à la firme ayant le prix final le plus bas;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal octroie le mandat de ce contrôle qualitatif durant les travaux de remplacement d'une section d'aqueduc au centre-ville de Gaspé à Englobe pour un montant de 440 \$ plus les taxes applicables.

QUE cette dépense soit imputable au Programme de retour de la taxe d'accise.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-005

ÉTUDE GÉOTECHNIQUE – VIRÉE RUE DES LOISIRS

CONSIDÉRANT QUE la ville désire faire l'implantation d'une virée au bout de la rue des Loisirs à Rivière-au-Renard;

CONSIDÉRANT QUE la firme conceptrice a besoin des informations géotechniques pour mener à bien la conception;

CONSIDÉRANT QU'il est requis de mandater une firme en sols pour faire une étude géotechnique sur le site prévu pour les travaux d'implantation de la virée au bout de la rue des Loisirs à Rivière-au-Renard;

CONSIDÉRANT QUE suite à un appel d'offres sur

invitation auprès de deux (2) firmes (Englobe et GHD), deux (2) soumissionnaires ont soumis des propositions, les deux (2) soumissionnaires ont les connaissances et les ressources techniques pour mener à bien ce mandat;

CONSIDÉRANT QU'après l'ouverture des offres quantitatives, les prix soumissionnés s'établissent comme suit :

- Englobe 2 450 \$ plus les taxes applicables
- GHD 4 155 \$ plus les taxes applicables

CONSIDÉRANT QUE le mandat est octroyé à la firme ayant le prix final le plus bas;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal octroie le mandat d'étude géotechnique pour les travaux d'implantation de la virée au bout de la rue des Loisirs à Rivière-au-Renard à Englobe pour un montant de 2 450 \$ plus les taxes applicables.

QUE cette dépense soit imputable au Programme d'aide financière spécifique suite aux inondations de 2007 du Ministère de la Sécurité publique.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-006

ACCEPTATION DE SOUMISSION –
DÉLIMITATION DE LA ZONE HUMIDE
DU LOT 4 054 725 APPARTENANT À LA VILLE DE GASPÉ
(VOISIN DE EXCAVATION DUBÉ & CASSIVI INC.)

CONSIDÉRANT le besoin pour les travaux publics d'avoir à proximité un lieu où disposer le matériel de déblais de façon permanente;

CONSIDÉRANT la disponibilité d'un terrain appartenant à la Ville de Gaspé situé dans une zone industrielle et à proximité du Garage GDS;

CONSIDÉRANT QUE le nivellement du terrain ajoutera de la valeur à celui-ci;

CONSIDÉRANT QUE la Ville doit protéger la zone humide qui s'y trouve;

CONSIDÉRANT QUE suite à un appel d'offres sur invitation auprès de six firmes professionnelles, la Ville a reçu quatre propositions :

- Olivier Perrotte Caron, consultant en environnement
750 \$ non taxable
- Activa Environnement 1 755 \$ plus les taxes applicables
- Pesca Environnement 2 494 \$ plus les taxes applicables
- Danielle Raby, biologiste 1 500 \$ non taxable

CONSIDÉRANT QUE la soumission la plus basse, soit celle d'Olivier Perrotte Caron, est conforme;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal octroie le contrat de délimitation de la zone humide du lot 4 054 725 à Olivier Perrotte Caron, consultant en environnement au coût total de 750 \$ non taxable.

QUE le montant soit imputable au code budgétaire 02-320-00-419

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-007

SUBVENTIONS « VOLET 2 » ACCORDÉES AUX
ORGANISMES CULTURELS ET SPORTIFS –
3IÈME SESSION 2015

CONSIDÉRANT QUE la Direction des loisirs et de la culture offre trois (3) fois par année des programmes d'aides financières aux organismes reconnus par la municipalité;

CONSIDÉRANT QUE les demandes ont été évaluées en tenant compte des critères de sélection ;

CONSIDÉRANT QUE la Direction des loisirs et de la culture recommande l'octroi des subventions présentées en annexe ;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil municipal désirent approuver les montants octroyés;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal accepte les recommandations de la Direction des loisirs et de la culture en ce qui concerne l'octroi de subventions aux organismes culturels et sportifs, pour la 3ième session 2015. Pour avoir droit à ces subventions, les activités devront se réaliser entre le 1er septembre et le 31 décembre 2015 et l'organisme devra produire un rapport d'évaluation après la tenue de son activité.

QUE la Direction des loisirs et de la culture soit autorisée à informer les organismes demandeurs et à procéder au versement des sommes allouées en tenant compte des directives établies.

QUE les sommes allouées soient affectées aux postes budgétaires : 02-701-91-999 (sports), 02-701-92-999 (plein air) et 02-702-95-999 (culturel).

RÉS. 15-09-008

ENTENTE DE DÉVELOPPEMENT CULTUREL –
INTÉRÊT DE LA VILLE DE GASPÉ

CONSIDÉRANT la résolution 14-11-04, confirmant la participation de la Ville de Gaspé à investir 15 000 \$ par année durant 3 ans dans la réalisation du plan d'action de l'entente de

développement culturel tripartite entre la Ville de Gaspé, la M.R.C. de la Côte-de-Gaspé et le ministère de la Culture et des Communications;

CONSIDÉRANT QUE le ministère de la Culture et des Communications est dans l'obligation de fonctionner avec des budgets annuels pour les ententes de développement culturel 2015 et 2016 et qu'il souhaite renouveler l'entente tripartite avec la M.R.C. de la Côte-de-Gaspé et la Ville de Gaspé pour la prochaine année;

CONSIDÉRANT QUE le budget du ministère est déjà réservé pour la réalisation de cette entente;

CONSIDÉRANT QU'afin d'engager le processus, le ministère demande une résolution du conseil municipal qui confirme l'intérêt de la Ville de Gaspé à renouveler l'entente de développement culturel pour l'année 2016 pour un montant de 15 000 \$;

CONSIDÉRANT QUE cette entente permettra à la Ville de poursuivre les actions entamées en 2015 par lesquelles elle agit à titre de leader du développement culturel et favorise l'accès à la culture auprès de ses citoyens, en lui permettant d'injecter 30 000 \$ en culture, pour un investissement total de 15 000 \$ de sa part;

CONSIDÉRANT QUE la M.R.C. de la Côte-de-Gaspé devrait également confirmer prochainement son intérêt à renouveler l'entente de développement culturel pour l'année 2016 par résolution du Conseil des maires;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Gaspé ne peut garantir un investissement de 15 000 \$ avant l'adoption de ses budgets, soit en novembre prochain.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal confirme son intérêt à reconduire l'entente de développement culturel tripartite entre la Ville de Gaspé, la M.R.C. de la Côte-de-Gaspé et le ministère de la Culture et des Communications pour l'année 2016 pour un montant de 15 000 \$, et ce, sous réserve de la disponibilité budgétaire de ce montant.

QUE le tout soit conditionnel à l'engagement des autres partenaires et à un accord sur le plan d'action.

RÉS. 15-09-009

ACCEPTATION COÛT POUR PEINTURE
DES FEUX DE CIRCULATION – BERCEAU PHASE 2 MTQ

CONSIDÉRANT QUE la Ville participe au projet du MTQ Berceau phase 2 selon la résolution 14-07-40;

CONSIDÉRANT QUE les coûts de la peinture des feux de circulation sont à la charge de la Ville de Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE les coûts de peinture des feux de

circulation n'étaient pas inclus au contrat de l'entrepreneur, car ils devaient être faits par le MTQ et facturés à la Ville de Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux ont finalement été intégrés au contrat de l'entrepreneur et que ce dernier a déposé un prix de 6 062.38 \$ plus les taxes applicables pour faire faire la peinture des feux de circulation;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise le MTQ à donner l'autorisation à son entrepreneur de procéder au peinturage des feux de circulation.

QUE le Conseil municipal autorise le paiement de 6 062.38 \$ plus les taxes applicables pour le peinturage des feux de circulation à l'entrepreneur du MTQ via un décompte dudit contrat.

QUE la dépense soit imputée au règlement d'emprunt 1175-12.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-010

DÉPÔT D'UNE DEMANDE DE FINANCEMENT
AU PROGRAMME D'INFRASTRUCTURES MUNICIPALES
D'EAU (PRIMEAU) POUR LE REMPLACEMENT
DU DÉGRILLEUR À RIVIÈRE-AU-RENARD –
MODIFICATION DE LA RÉOLUTION 15-06-13

CONSIDÉRANT QUE nous désirons modifier la résolution 15-06-13 comme suit :

CONSIDÉRANT QU'actuellement un dégrilleur est en place à Rivière-au-Renard pour faire le traitement des eaux usées;

CONSIDÉRANT QUE le dégrilleur doit être remplacé au plus tard en 2020;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité a pris connaissance du Guide sur le Programme d'infrastructures municipales d'eau (PRIMEAU) relatif à l'admissibilité du projet de remplacement du dégrilleur de Rivière-au-Renard et aux modalités de versement de la contribution gouvernementale;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise Jean-François Drolet, chargé de projet aux travaux publics à déposer la demande d'aide financière via le programme Primeau pour le remplacement du dégrilleur à Rivière-au-Renard.

QUE la municipalité s'engage à respecter les modalités du

guide qui s'appliquent à elle advenant le cas où la demande serait acceptée via le programme Primeau.

QUE la municipalité s'engage à payer sa part des coûts admissibles et des coûts d'exploitation advenant le cas où la demande serait acceptée via le programme Primeau.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-011

AVENANT #1 - ÉTUDE SUR UNE CONDUITE SOUS-MARINE
SOUS LA BAIE ENTRE YORK ET WAKEHAM À GASPÉ

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Gaspé a mandaté la firme TetraTech pour faire une étude sous-marine sur la conduite sous la baie entre York et Wakeham à Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE durant l'inspection sous-marine une deuxième conduite sous-marine a été détectée par les plongeurs et que nous désirions avoir de l'information sur cette dernière;

CONSIDÉRANT QUE les conduites étaient enfouies en partie et qu'il était ainsi plus difficile de les suivre;

CONSIDÉRANT QU'UNE journée de plongée supplémentaire a été nécessaire et que ça représente un montant de 5 125 \$ plus les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil autorise l'avenant #1 pour l'ajout d'une journée de plongée à la firme TetraTech pour une l'étude sur une conduite sous-marine sous la baie entre York et Wakeham à Gaspé pour un montant de 5 125 \$ plus les taxes applicables.

QUE le montant soit imputable à la taxe d'accise.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-012

RÉFECTION DU TERRASSEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT
AU 115, BOULEVARD RENARD OUEST
À RIVIÈRE-AU-RENARD –
TRAVAUX DE RÉFECTION PHASE 1 À RIVIÈRE-AU-RENARD

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Gaspé était maître d'œuvre de la réfection du centre-ville de Rivière-au-Renard;

CONSIDÉRANT QUE suite aux travaux de réfection du centre-ville de Rivière-au-Renard phase 1 en 2008, le gazon et les aménagements du terrain touché par les travaux au 115, boulevard Renard Ouest n'ont pas été remis comme à l'origine;

CONSIDÉRANT QUE des travaux de remise en état du gazon et la plantation d'arbustes ont été faits pour régler la problématique;

CONSIDÉRANT QUE nous avons reçu une facture de La ferme G.Y. Inc. pour la réfection du gazon pour un montant de 2 700 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE nous avons reçu une facture des Serres Synnott pour la plantation d'arbustes pour un montant de 487 \$ plus les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise le paiement des factures pour la réfection du terrassement et de l'aménagement du 115, boulevard Renard Ouest à Rivière-au-Renard au montant de 3 187 \$ plus les taxes applicables.

QUE cette dépense au règlement d'emprunt 1001-07.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-013

TRAVAUX ET ACHAT DE MATÉRIEL
POUR LA MISE EN PLACE DE L'INTERPRÉTATION –
BERCEAU DU CANADA

CONSIDÉRANT QUE dans le cadre du projet Berceau du Canada, divers travaux sont à faire et que le comité Berceau du Canada est responsable de mener à bien cette partie du projet;

CONSIDÉRANT QUE pour mener à bien l'interprétation, différents services et matériels ont dû être contractés et achetés;

CONSIDÉRANT les dépenses suivantes :

- Raccordement électrique écran de projection - Le groupe Ohmega inc. : 465.70 \$
- Taille et désherbage de l'élyme des sables - De Jardins en saisons : 240 \$
- 4 clés du site - Serrurerie la Clé d'or : 40 \$
- Travaux de pavés unis - Produit Ciment Langlois inc. : 1231.60 \$

CONSIDÉRANT QUE le total pour tous ces items est de 1 977.30 \$ plus les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise les dépenses citées plus haut pour la mise en place et l'organisation de l'interprétation du projet Berceau du Canada pour un montant de 1 977.30 \$ plus les taxes applicables.

QUE le montant soit imputé au règlement 1175-12.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-014

TRAVAUX AU POSTE DE POMPAGE SP-8

CONSIDÉRANT QU'un bris majeur a eu lieu sur la vanne contrôlant l'entrée des eaux usées au poste de pompage SP-8 au centre-ville de Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE la vanne a été brisée en position fermée ainsi les eaux usées ne pouvaient plus entrer dans le poste de pompage et être acheminées à l'usine de traitement;

CONSIDÉRANT QU'un entrepreneur local a été engagé en vertu du répertoire des taux de location de machineries lourdes 2015 et que les matériaux fournis ont été achetés en vertu de la grille de prix du répertoire sable et gravier 2015-2016;

CONSIDÉRANT une facture des Excavations Dubé et Cassivi couvrant la machinerie au montant de 19 218.10 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT une facture de Plante Vacuum Transport et fils pour la location d'une pompe pour un montant de 5 272 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT une facture de Ivan et Garry McKoy inc. pour la fourniture de matériel granulaire pour un montant de 1 966.20 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT une facture de DJL pour la fourniture de matériel granulaire pour un montant de 3 145.92 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE le total des dépenses est de 29 602.22 \$ plus les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise le paiement des factures pour les travaux au poste de pompage SP-8 au centre-ville de Gaspé pour un montant de 29 602.22 \$ plus les taxes applicables.

QUE cette dépense soit imputable au fonds de roulement payable sur 10 ans, payable par les usagers d'égout.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-015

PAIEMENT DE FACTURE – ENTREPRISES FORESTIÈRES MÉTHOT

CONSIDÉRANT QUE la compagnie Entreprises Forestières Méthot a obtenu le contrat d'enlèvement de gros rebuts pour les années 2015, 2016 et 2017;

CONSIDÉRANT QUE l'enlèvement des matériaux de construction (CRD) n'est pas dans le contrat initial;

CONSIDÉRANT QUE la direction des travaux publics de la Ville de Gaspé a demandé à l'entrepreneur de ramasser les CRD;

CONSIDÉRANT QU'il y a presque le double du tonnage des gros rebuts en 2015 comparativement en 2014, soit 87.8 t.m. pour 34 voyages en 2014 et 152.7 t.m. pour 54 voyages en 2015;

CONSIDÉRANT la facture émise par Entreprises Forestières Méthot au montant de 9 000 \$ plus les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise le paiement de la facture des Entreprises Forestières Méthot au montant de 9 000 \$ plus les taxes applicables.

QUE ce montant soit imputable au poste budgétaire 02-452-10-446.

RÉS. 15-09-016

TRAVAUX POUR CHEMIN TEMPORAIRE
SUR UNE SECTION DE LA MONTÉE DE POINTE-NAVARRÉ –
INONDATION PRINTEMPS 2015

CONSIDÉRANT QUE de inondations ont touché la ville de Gaspé au printemps 2015;

CONSIDÉRANT QU'une partie de la montée De Pointe-Navarre a été complètement détruite et qu'un chemin temporaire a dû être construit pour permettre la réouverture de ce tronçon;

CONSIDÉRANT QU'un entrepreneur local a été engagé en vertu du répertoire des taux de location de machineries lourdes 2015 et que les matériaux fournis ont été achetés en vertu de la grille de prix du répertoire de sable et gravier 2015-2016;

CONSIDÉRANT QU'une facture des Excavations Dubé et Cassivi couvrant la machinerie et le matériel granulaire au montant de 13 221.88 \$ plus les taxes applicables doit être payée;

CONSIDÉRANT QUE des camionneurs artisans ont été utilisés et que le tout représente un montant d'environ 1 800 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE le Ministère de la Sécurité civile va payer les coûts reliés au chemin temporaire et la reconstruction de la section de la montée De Pointe-Navarre;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise le paiement des factures pour la construction du chemin temporaire sur une section de la montée de De Pointe-Navarre pour un montant de 15 021.88 \$ plus les taxes applicables.

QUE cette dépense soit imputable au Programme d'aide financière spécifique suite aux inondations du printemps 2015 du Ministère de la Sécurité publique.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-017

PAVAGE AU 589, MONTÉE DE CORTE-REAL –
PONT RIVIÈRE PETITE-FOURCHE

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Gaspé était maître d'œuvre de la reconstruction du pont au-dessus de la rivière Petite-Fourche à Corte-Real;

CONSIDÉRANT QUE le profil du chemin devant la résidence sise au 589, montée de Corte-Real est plus bas d'environ 1 mètre que l'ancienne route;

CONSIDÉRANT QUE l'entrée après les travaux avait une pente beaucoup plus grande et que ce nouveau profil rendait l'entrée difficilement praticable;

CONSIDÉRANT QUE le Ministère de la Sécurité civile a autorisé les travaux de réfection de l'entrée avec du pavage;

CONSIDÉRANT QUE le Ministère de la Sécurité civile va payer les coûts reliés au pavage de l'entrée;

CONSIDÉRANT QU'après Pavage Eurovia nous a transmis une facture de 9 915.12 \$ plus les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise le paiement de la facture (#5801706363) de Pavage Eurovia pour la réfection de l'entrée du 589, montée de Corte-Real au montant de 9 915.12 \$ plus les taxes applicables.

QUE cette dépense soit imputable au Programme d'aide financière spécifique suite aux inondations de 2007 du Ministère de la Sécurité publique.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-018

PAIEMENT DE FACTURE - GROUPE VOYER INC.

CONSIDÉRANT QUE la pompe a dû être réparée dans le réseau d'égout de Rivière-au-Renard;

CONSIDÉRANT QUE cet équipement est nécessaire à l'évacuation des eaux usées;

CONSIDÉRANT QUE la pompe est réparée par une compagnie spécialisée;

CONSIDÉRANT QUE le choix du réparateur assure une plus grande durabilité de l'équipement;

CONSIDÉRANT la facture émise par Groupe Voyer au montant de 10 242.56 \$ plus les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise le paiement de la facture de Groupe Voyer inc. au montant de 10 242.56 \$ plus les taxes pour la réparation d'une pompe dans le réseau d'égout de Rivière-au-Renard.

QUE ce montant soit imputable au règlement sur les composantes d'aqueduc et égout # 1219-13.

RÉS. 15-09-019

PAIEMENT DE FACTURE – DXP NATPRO

CONSIDÉRANT QUE des réparations ont dû être effectuées à la pompe Aurora du réservoir Bellevue;

CONSIDÉRANT QUE ces équipements sont des composantes du réseau d'aqueduc;

CONSIDÉRANT QUE ces équipements sont nécessaires au processus de distribution;

CONSIDÉRANT la facture émise par DXP Natpro au montant de 11 339.01 \$ plus les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise le paiement de la facture de DXP Natpro au montant de 11 339.01 \$ plus les taxes pour l'achat de pièces de pompe;

QUE ce montant soit imputable au règlement sur les composantes d'aqueduc et égout # 1219-13.

RÉS. 15-09-020

TRAVAUX SUR LES CONDUITES D'AQUEDUC ET DE REFOULEMENT – PROJET REMPLACEMENT PONCEAU MTQ WAKEHAM

CONSIDÉRANT QUE le Ministère des Transports du Québec fait des travaux de remplacement de ponceaux sur une section de la route 198 à Wakeham;

CONSIDÉRANT QUE deux de ces ponceaux entrent en conflit avec les conduites d'aqueduc et de refoulement d'égout présentes sous la route 198;

CONSIDÉRANT QUE des travaux de déviation des conduites sont requis pour permettre la pose des ponceaux et faire des aménagements pour permettre des interventions sur les conduites dans le futur;

CONSIDÉRANT QUE les coûts pour les tuyaux et autres quincailleries pour effectuer ces travaux de déviation représentent un montant de 8 439.96 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE les coûts pour la machinerie, la main-d'œuvre et le matériel granulaire pour effectuer ces travaux de déviation représentent un montant de 11 856.18 \$ plus les taxes applicables;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise les dépenses pour la déviation des conduites vis-à-vis les travaux du MTQ à Wakeham pour un montant de 20 296.14 \$ plus les taxes applicables.

QUE la dépense soit imputée au règlement d'emprunt 1219-13.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-021

MODIFICATION DE LA RÉSOLUTION 12-11-44

CONSIDÉRANT la résolution 12-11-44 autorisant l'ouverture d'un compte bancaire au nom de la Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles de la Gaspésie;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'autoriser la Caisse populaire à rembourser certains paiements reçus par erreur et effectués par Interac;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de modifier les signataires autorisés à effectuer des modifications au compte bancaire;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le 3e paragraphe de la recommandation 12-11-44 soit remplacé par celui-ci :

« QUE MM Dave Ste-Croix, directeur des services administratifs de la Ville de Gaspé, et Antonio Ste-Croix, chef comptable de la Ville de Gaspé, soient autorisés à effectuer tout changement au compte bancaire de la Régie intermunicipale de traitement des matières résiduelles de la Gaspésie auprès de la Caisse populaire Desjardins de la Baie-de-Gaspé. »

RÉS. 15-09-022

VENTE D'UNE PARCELLE DE ROUTE DÉSAFFECTÉE
À MONSIEUR RONALD MUNDLE

CONSIDÉRANT QUE le contribuable susdit est propriétaire d'un terrain situé sur le boulevard de Douglas;

CONSIDÉRANT QU'il désire faire l'acquisition d'une parcelle de route désaffectée bornant sa propriété;

CONSIDÉRANT QUE conformément à la politique de vente de parcelles de route désaffectée, l'avis des Services de la Ville de Gaspé a été sollicité et aucune objection n'a été soulevée;

CONSIDÉRANT QUE le ministère des Transports, dans un avis publié dans la Gazette officielle du Québec le 4 mai 1963 et modifié par un avis publié le 29 novembre 1986, a rétrocédé le droits à la municipalité d'une section de l'ancienne route 6 comprenant la partie du lot faisant l'objet de la présente;

CONSIDÉRANT le règlement 379-87 de la municipalité décrétant la fermeture d'une section de l'ancienne route 6 située vis-à-vis les lots 2E-3, 2F-3, 2G-3, 2H-3, 14A-1, 14A-2, 14A-3 et 14A-4, Rang 1 Bois-Brûlé, Canton de Douglas;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal accepte de vendre à monsieur Ronald Mundle la parcelle de route désaffectée, étant une partie du lot 4 714 077, Cadastre du Québec, pour un prix de 100 \$, plus les taxes applicables.

QUE les honoraires de l'arpenteur-géomètre et du notaire soient à la charge de l'acquéreur.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

QUE le l'acte de vente devra être signé avant le 31 décembre 2015.

RÉS. 15-09-023

SERVITUDE DE PASSAGE –
RACHELLE PLOURDE ET DONNA PLOURDE -
LOT 5 419 282, CADASTRE DU QUÉBEC

CONSIDÉRANT les travaux de réaménagement des routes 197 et 132 à Rivière-au-Renard (Phase 4) :

CONSIDÉRANT QUE Rachelle Plourde et Donna Plourde sont propriétaires des lots 5 419 281 et 5 419 282, Cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE le lot 5 419 281 sera cédé au Ministère des Transports et qu'une servitude de nonaccès affectera le lot 5 419 282, ce qui rendra impossible l'accès à la route 132 par le lot 5 419 282;

CONSIDÉRANT QUE la ville est propriétaire du Moulin des Plourde étant constitué des lots 3 619 041 et 5 243 110, Cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QU'un chemin d'accès au Moulin des Plourde est déjà construit sur une partie des lots 3 619 041 et 5 243 110 et qu'il serait possible aux propriétaires du lot 5 419 282 de l'utiliser afin d'accéder à la route 132;

CONSIDÉRANT QUE cet accès doit être autorisé par la signature d'une servitude de passage;

CONSIDÉRANT QUE s'il y a des aménagements supplémentaires à exécuter pour faciliter le passage, ceux-ci devront obligatoirement être approuvés préalablement par la Ville et seront à la charge exclusive des bénéficiaires;

CONSIDÉRANT QUE les frais de déneigement pour la partie non-déneigée par la Ville seront à la charge exclusive des bénéficiaires;

CONSIDÉRANT QUE les lots 5 419 282, 3 619 041 et 5 243 110 sont entièrement situés en zone inondable et sont donc sujets à de nombreuses restrictions;

CONSIDÉRANT QUE la signature de la servitude ne donne, en aucun cas, une garantie à l'effet que le lot 5 419 282 est constructible;

CONSIDÉRANT le projet de servitude soumis;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal accorde, sur une partie des lots 3 619 041 et 5 243 110 Cadastre du Québec, une servitude de passage en faveur du lot 5 419 282 afin de permettre aux bénéficiaires un accès par la route 132 à leur propriété;

QUE le tout soit conditionnel à ce qui suit :

- que les frais de déboisement, d'aménagement, de réparation et d'entretien soient à la charge exclusive des bénéficiaires et devront obligatoirement être approuvés par la ville;
- que les frais de déneigement pour la partie non déneigée par la Ville soient à la charge exclusive des bénéficiaires;

QUE la greffière soit autorisée à négocier toute autre clause pertinente.

QUE les frais d'arpentage et de notaire soient à la charge du Ministère des Transports.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-024

DEMANDE DE DÉROGATION MINEURE -
MONSIEUR DANIEL SYNNOTT

CONSIDÉRANT QUE Monsieur Daniel Synnott a fait une demande de dérogation mineure au Règlement de zonage 1156-11 concernant la propriété située au 126, rue Fontenelle;

CONSIDÉRANT QUE cette dérogation mineure consiste en la réduction de la profondeur minimale de la cour avant d'un mètre et sept centimètres (1,07 m) par rapport à la profondeur minimale de la cour avant de vingt mètres (20 m) établie à l'article 8.8.2.2 du Règlement de zonage no 1156 11;

CONSIDÉRANT QUE la dérogation mineure aura pour effet de permettre la construction d'un garage privé isolé dans une cour avant ayant une profondeur de dix-huit mètres et quatre-vingt-treize centimètres (18.93 m);

CONSIDÉRANT la recommandation positive du Comité consultatif d'urbanisme en date du 5 août 2015;

CONSIDÉRANT le règlement 669-97 sur les dérogations mineures aux règlements d'urbanisme;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal de la Ville de Gaspé accepte la demande de dérogation mineure de Monsieur Daniel Synnott concernant la propriété située au 126, rue Fontenelle.

QUE la dérogation mineure admise consiste en la réduction de la profondeur minimale de la cour avant d'un mètre et sept centimètres (1,07 m) par rapport à la profondeur minimale de la cour avant de vingt mètres (20 m) établie à l'article 8.8.2.2 du Règlement de zonage no 1156 11; afin de permettre la construction d'un garage privé isolé dans une cour avant ayant une profondeur de dix-huit mètres et quatre-vingt-treize centimètres (18.93 m).

RÉS. 15-09-025

AUTORISATION DE SIGNATURE –
ADDENDA NUMÉRO 1 – PROTOCOLE D'ENTENTE –
MAMOT – RÉAMÉNAGEMENT DES ROUTES 132 ET 197 –
RIVIÈRE-AU-RENARD (DOSSIER 555026)

CONSIDÉRANT le protocole d'entente signé avec le MAMOT le 6 novembre 2008 relatif au réaménagement des routes 132 et 197 à Rivière-au-Renard (dossier 555026);

CONSIDÉRANT que les parties entendent modifier le protocole d'entente;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de modifier l'Annexe B dudit protocole soit la description des travaux admissibles et l'échéancier de réalisation de ces travaux;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer l'addenda numéro 1 au protocole d'entente entre la Ville de Gaspé et le MAMOT relatif au réaménagement des routes 132 et 197 à Rivière-au-Renard (dossier 555026) afin de modifier l'Annexe B dudit protocole.

RÉS. 15-09-026

**ORDONNANCE À LA GREFFIÈRE –
VENTE DE PROPRIÉTÉS POUR DÉFAUT DE PAIEMENT
DES TAXES**

CONSIDÉRANT QUE le Trésorier a présenté au Conseil une liste des immeubles dont les taxes n'ont pas été payées pour l'année se terminant le 31 décembre 2014 ainsi que pour les années antérieures;

CONSIDÉRANT QUE suivant l'article 512 de la Loi sur les cités et villes, le Conseil, après avoir étudié cette liste, peut ordonner au Greffier de vendre à l'enchère publique à l'endroit qu'il détermine, les immeubles décrits sur la liste;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil accepte la liste préparée par le Trésorier pour la vente des propriétés pour lesquelles les taxes n'ont pas été payées pour l'année se terminant le 31 décembre 2014 ainsi que pour les années antérieures.

QUE le Conseil ordonne à la Greffière de vendre à l'enchère publique à la salle du Conseil de l'hôtel de ville, le 18 novembre 2015, à 10 h, les immeubles inscrits sur la liste présentée au Conseil pour non-paiement de taxes au 31 décembre 2014 ainsi que pour les années antérieures selon la manière décrite aux articles 513 et suivants de la Loi sur les cités et villes.

QUE le montant de la vente pour taxes sur les immeubles décrits dans cette liste inclue toutes les taxes dues sur lesdits immeubles ainsi que les frais.

RÉS. 15-09-027

**AUTORISATION À UNE PERSONNE POUR ENCHÉRIR
ET ACQUÉRIR DES IMMEUBLES
À LA MISE EN VENTE POUR TAXES**

CONSIDÉRANT QUE le Conseil a ordonné à la Greffière de procéder à la mise en vente des immeubles pour non-paiement de taxes;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'autoriser une personne pour enchérir et acquérir, au nom de la Ville, les immeubles qui ne trouveront pas preneur lors de la vente pour taxes, selon l'article 536 de la Loi sur les cités et villes;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la greffière ou, en son absence, un greffier adjoint, soit et est autorisé à enchérir et à acquérir pour et au nom de la Ville, les immeubles qui n'auront pas trouvé preneur à l'occasion de la mise en vente par la Ville pour non-paiement des taxes selon l'article 536 de la Loi sur les cités et villes.

RÉS. 15-09-028

VENTE D'UN TERRAIN ACQUIS
SUITE AUX INONDATIONS DE 2007 –
LOT 3 619 169 PARTIE, CADASTRE DU QUÉBEC

CONSIDÉRANT QUE Monsieur Jean-Berchmans Cotton désire se porter acquéreur du lot 3 617 169, Cadastre du Québec;

CONSIDÉRANT QUE ce lot appartenait autrefois à Monsieur Cotton et qu'il a été cédé à la Ville suite aux inondations de 2007 ;

CONSIDÉRANT QU'aux termes de la résolution 11-05-12, la Ville a adopté sa politique de vente de terrains acquis des inondations de 2007 ;

CONSIDÉRANT QUE l'on retrouve une infrastructure majeure (conduite pluviale) sur une partie du terrain et que la ville veut demeurer propriétaire de cette partie ;

CONSIDÉRANT QUE les différents services de la Ville ont émis un avis favorable à la vente d'une partie seulement de ce terrain, soit la partie où il n'y a aucune infrastructure municipale à la condition qu'une servitude de non-construction soit consentie sur le résidu du lot puisque le terrain n'est pas situé à l'intérieur d'une zone inondable ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la Ville vende à monsieur Jean-Berchmans Cotton une partie du lot 3 619 169, Cadastre du Québec pour une somme de 2 581,00 \$ laquelle correspond au montant reçu par le sinistré pour ce terrain, en vertu du décret 758-2007 de la Sécurité civile en proportion de la superficie du terrain qui sera vendu aux termes des présentes.

QUE cette vente soit conditionnelle à la constitution, à même l'acte de vente, d'une servitude de non-construction affectant la totalité de la parcelle vendue et en faveur du lot 3 811 962, cadastre du Québec.

QUE la vente soit faite sans aucune garantie légale, aux risques et périls de l'acquéreur.

QUE les frais de notaire et d'arpentage soient à la charge de l'acquéreur.

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RÉS. 15-09-029

ADDENDA # 1 – PROJET 011864774 –
ÉLARGISSEMENT DES CADRES DE PORTE,
CONSTRUCTION D'UNE SALLE DE TOILETTES
ACCESSIBLE ET ÉLARGISSEMENT D'UN COULOIR –
ARÉNA DE RIVIÈRE-AU-RENARD

CONSIDÉRANT l'entente conclue entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre d'Emploi et Développement social Canada, et la Ville de Gaspé, le 17 décembre 2014 ;

CONSIDÉRANT QUE les parties désirent modifier l'entente sur les termes et conditions pour repousser l'échéance de l'entente du 16 décembre 2015 au 16 août 2016 ;

CONSIDÉRANT le projet d'entente modifiée # 1 soumis ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Réginald Cotton,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal autorise le maire et la greffière à signer l'entente modifiée # 1 soumise par Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre d'Emploi et Développement social Canada, dans le cadre du projet 011864774.

RÉS. 15-09-030

MOTION DEMANDANT AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
LA RÉVISION DE LA LOI SUR LE TABAC

CONSIDÉRANT le souhait du conseil municipal de promouvoir la santé publique ;

CONSIDÉRANT la déclaration de Mme Lucie Charlebois, ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique à l'effet que le gouvernement du Québec procédera bientôt à la révision de la Loi sur le tabac ;

CONSIDÉRANT QU'au cours des cinq dernières années, environ 100 000 jeunes sont devenus fumeurs et 50 000 Québécois sont décédés à cause du tabagisme, selon les statistiques de la Coalition québécoise pour le contrôle du tabac;

CONSIDÉRANT QUE la Société canadienne du cancer indique que la réduction du taux de tabagisme a un impact immédiat et positif pour l'amélioration de la santé publique ;

CONSIDÉRANT QU'en novembre 2014, plus de 50 organismes travaillant dans le domaine de la santé ont lancé une campagne afin de réduire le taux de tabagisme à « 10 % dans 10 ans », en proposant que les mesures pour atteindre l'objectif de la campagne soient incluses dans la révision de la Loi sur le tabac ;

CONSIDÉRANT QUE pour atteindre cet objectif, le milieu de la santé propose des mesures prioritaires visant à prévenir l'initiation au tabagisme chez les jeunes, comme l'interdiction des saveurs et l'emballage neutre et standardisé ;

CONSIDÉRANT QUE le milieu de la santé propose l'amélioration de la protection des non-fumeurs et des enfants contre la fumée secondaire, et demande d'interdire de fumer sur les terrasses publiques, sur les terrains de jeux pour enfants et dans les autos en présence d'enfants ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal :

1. Exprime son soutien pour l'objectif de réduire le tabagisme dans la population, et particulièrement à prévenir l'initiation au tabagisme chez les jeunes ;
2. Invite le gouvernement du Québec à considérer les objectifs de la campagne « 10 % dans 10 ans » lors de la révision de la Loi sur le tabac.

RÉS. 15-09-031

DÉMISSION D'UNE PERSONNE SALARIÉE
PORTANT LE NUMÉRO 17-0279

CONSIDÉRANT la lettre de démission reçue de la personne salariée portant le numéro 17-0279;

CONSIDÉRANT QUE la date de fin d'emploi est effective en date du 18 septembre 2015;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal accepte la fin d'emploi de la personne salariée portant le numéro 17-0279, et ce, en date du 18 septembre 2015.

QUE le conseil municipal en profite pour le remercier de ses services pour la municipalité au cours des neuf dernières années.

QUE le directeur des Services administratifs soit, par la présente, autorisé à rembourser à la personne salariée, sous forme monétaire, le solde des banques de congés, de vacances annuelles non épuisées et autres indemnités dues.

RÉS. 15-09-032

DÉMISSION D'UNE PERSONNE SALARIÉE
PORTANT LE NUMÉRO 13-0283

CONSIDÉRANT la lettre de démission reçue de la personne salariée portant le numéro 13-0283;

CONSIDÉRANT QUE la date de fin d'emploi est effective en date du 11 septembre 2015;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal accepte la fin d'emploi de la personne salariée portant le numéro 13-0283, et ce, en date du 11 septembre 2015.

QUE le conseil municipal en profite pour le remercier de ses services pour la municipalité au cours des huit dernières années.

QUE le directeur des Services administratifs soit, par la présente, autorisé à rembourser à la personne salariée, sous forme monétaire, le solde des banques de congés, de vacances annuelles non épuisées et autres indemnités dues.

RÉS. 15-09-033

PROTOCOLE D'ACCORD D'ENTRAIDE - JUNEX INC.

CONSIDÉRANT QUE les activités d'exploration peuvent engendrer des sinistres qui peuvent avoir une certaine incidence sur la municipalité ;

CONSIDÉRANT QUE si un tel sinistre se produit, la Ville de Gaspé pourrait être appelée à participer aux mesures d'urgence ;

CONSIDÉRANT les diverses discussions avec la firme Junex inc. ;

CONSIDÉRANT le projet d'accord d'entraide soumis ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal autorise le maire et la greffière à signer le protocole d'accord d'entraide soumis.

RÉS. 15-09-034

PROLONGATION DES POSTES SAISONNIERS – DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

CONSIDÉRANT QU'il y a 9 postes saisonniers d'une durée d'emploi de 22 semaines, un poste saisonnier de charpentier-menuisier de 26 semaines et 2 postes saisonniers d'une durée d'emploi de 14 semaines que nous voulons prolonger afin de les amener à terminer en date du 7 novembre 2015;

CONSIDÉRANT l'expérience des dernières années au cours desquelles ces postes ont été prolongés afin de compléter les travaux à effectuer avant l'hiver;

CONSIDÉRANT QU'un montant de 56 345 \$ a déjà été prévu au budget 2015 afin de couvrir cette demande de prolongation;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal autorise la prolongation des postes saisonniers de journalier, de chauffeur, de chauffeur-

journalier, de charpentier-menuisier et de chauffeur-opérateur-journalier pour la période variant du 5 octobre au 7 novembre 2015, le tout sous réserve de l'acceptation du syndicat des postes prolongés.

QUE ces dépenses soient imputées au code budgétaire 02-320-00-141.

RÉS. 15-09-035

ATTRIBUTION DU POSTE SAISONNIER DE JOURNALIER (22 SEMAINES)

CONSIDÉRANT le processus d'affichage interne (convention CSN) réalisé dans le but de combler ce poste temporairement vacant;

CONSIDÉRANT QUE nous avons reçu trois (3) candidatures pour combler ce poste, mais que les trois (3) candidats n'avaient pas d'ancienneté étant donné leur statut d'employé temporaire;

CONSIDÉRANT les entrevus de sélection effectuées le 3 septembre dernier et l'analyse du rendement au travail des trois candidats depuis leur entrée à la Ville;

CONSIDÉRANT la recommandation unanime du comité de sélection;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith, la conseillère Carmelle Mathurin s'étant retiré des discussions,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal procède à l'engagement de monsieur Guillaume Jalbert au poste saisonnier d'été de journalier (budgété 22 semaines annuellement) à la Direction des travaux publics, et ce, à compter du 9 septembre 2015.

QUE la dépense salariale soit imputée au code budgétaire 02-701-58-141.

RÉS. 15-09-036

DEMANDE DE CONGÉ SANS SOLDE PARENTAL D'UNE PERSONNE SALARIÉE

CONSIDÉRANT QUE, selon l'article 12.10.7 de la convention collective, une personne salariée régulière peut faire la demande d'un congé sans solde et que l'employeur ne peut refuser sans motif valable;

CONSIDÉRANT QUE la personne salariée portant le numéro 16-0566 a fait une demande de congé sans solde et que celle-ci respecte les conditions émises dans la section 12.10.7 de la convention collective en vigueur;

CONSIDÉRANT la recommandation du directeur du service à l'effet d'accorder le congé;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal accepte la demande de congé sans solde de la personne salariée portant le numéro 16-0566, et ce, pour la période du 20 septembre 2015 au 7 novembre 2015 inclusivement.

QUE la personne salariée soit informée que, si elle désire mettre fin à son congé sans solde avant cette date, elle doit aviser l'employeur, par écrit, au moins trois semaines à l'avance.

RÉS. 15-09-037

DIPLÔME D'ÉTUDES PROFESSIONNELLES (DEP)
EN CHARPENTERIE-MENUISERIE –
COMMISSION SCOLAIRE DES CHIC-CHOCs

CONSIDÉRANT QUE la Commission scolaire des Chic-Chocs, ayant une entente avec la Commission scolaire René-Lévesque qui détient l'option à la carte, offre le DEP en charpenterie-menuiserie depuis janvier 2009 à Gaspé ;

CONSIDÉRANT QU'en juin 2015, le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MÉESR), par l'entremise de la Commission scolaire René-Lévesque avisait la Commission scolaire des Chic-Chocs qu'elle ne lui permettrait plus de dispenser la formation en charpenterie-menuiserie en 2015-2016 ;

CONSIDÉRANT QU'il était prévu d'offrir une nouvelle formation (cohorte) à partir de janvier 2016 ;

CONSIDÉRANT QUE la Commission scolaire des Chic-Chocs possédait déjà les inscriptions nécessaires au démarrage de cette nouvelle cohorte ;

CONSIDÉRANT QUE la Commission scolaire des Chic-Chocs avait débuté ses efforts pour la mise en place de ce programme dans les années 2007-2008 afin de répondre aux besoins criants de main-d'œuvre sur son territoire et notamment pour le secteur de Gaspé ;

CONSIDÉRANT QUE tout comme à cette époque, un microclimat d'effervescence économique est en vigueur dans le secteur de Gaspé, et qu'il y a toujours un besoin de main-d'œuvre qualifiée dans ce domaine ;

CONSIDÉRANT QUE le DEP en Charpenterie-menuiserie, mis en place par la Commission scolaire des Chic-Chocs, répond également à un besoin national d'adéquation formation emploi (ADFE);

CONSIDÉRANT QUE disposant d'une résidence pour étudiants située à Gaspé, la Commission scolaire des Chic-Chocs fait également la promotion de la persévérance scolaire en incitant les élèves à temps plein, qui habitent à l'extérieur de la région, de venir étudier dans l'un de ses programmes de formation professionnelle en échange d'un logement gratuit pour la durée de la formation ;

CONSIDÉRANT QUE si cette initiative permet d'accrocher juste un décrocheur, cela serait un gain important pour notre collectivité ;

CONSIDÉRANT QUE pour la dernière cohorte en charpenterie-menuiserie, 12 élèves sur 20, soit 60 %, provenaient de l'extérieur du territoire de la Commission scolaire des Chic-Chocs, dont 9, soit 45 %, des grands centres ;

CONSIDÉRANT l'importance de cette clientèle pour l'économie de la municipalité ;

CONSIDÉRANT l'importance de ces programmes dans notre économie régionale, notamment pour la venue d'étudiants de l'extérieur et par la création d'emplois pour donner le programme ;

CONSIDÉRANT l'importance de créer des programmes en région permettant de répondre à des besoins nationaux d'ADFE;

CONSIDÉRANT QU'il s'agit d'un élément découlant de la notion de l'occupation du territoire ;

CONSIDÉRANT QUE nous comprenons que nos étudiants doivent se déplacer à l'extérieur pour leurs études universitaires, mais qu'il serait juste et équitable, et constituerait un juste retour du balancier, de permettre à la Commission scolaire des Chic-Chocs de pouvoir offrir un ou des programmes, comme celui de charpenterie-menuiserie, afin de répondre à des besoins nationaux ;

CONSIDÉRANT QUE la main-d'œuvre locale formée aux termes de ce DEP est importante pour nos entreprises locales ;

CONSIDÉRANT le peu de soumissionnaires lors d'appel d'offres sur invitation par la municipalité : 2 à 3 sur 16 invitations, à cause d'une surcharge de travail des entrepreneurs locaux ;

CONSIDÉRANT l'importance de continuer à donner le DEP en charpenterie-menuiserie par la Commission scolaire des Chic-Chocs sur notre territoire ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal demande au ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MÉESR) de revenir sur sa décision de juin 2015 et de permettre à la Commission scolaire des Chic-Chocs de continuer de dispenser le programme Charpenterie-menuiserie à Gaspé, faisant l'objet d'une entente entre la Commission scolaire René-Lévesque et la Commission scolaire des Chic-Chocs.

RÉS. 15-09-038

OUVERTURE DE SOUMISSIONS –
PROJET DE MODIFICATION DU BÂTIMENT GDS
DANS LE PARC INDUSTRIEL DE SANDY BEACH –
MODIFICATION DES GICLEURS,
SECTEUR DU LOCAL DE PLAQUETTES DE FREINS
HAUTE PERFORMANCE B&B

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Gaspé a procédé à un

appel d'offres sur invitation pour son projet de modification des gicleurs dans le local de Plaquettes de freins Haute Performance B&B auprès de deux fournisseurs :

- Les Gicleurs Éclair inc.
- Les Gicleurs de l'Est

CONSIDÉRANT QUE, suite à cet appel d'offres sur invitation, la Ville n'a reçu qu'une (1) seule soumission :

- Les Gicleurs de l'Est : 8 350.00 \$ plus les taxes applicables

CONSIDÉRANT QU'après étude, la seule soumission reçue s'avère conforme;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal octroie le contrat de modification des gicleurs dans le local de Plaquettes de freins Haute Performance B&B à Les Gicleurs de l'Est, pour un montant 8 350.00 \$, plus les taxes applicables.

QUE le montant soit imputé au règlement d'emprunt 1003-07.

RÉS. 15-09-039

RÈGLEMENT DE DOSSIER – ACQUISITION
D'UNE PARCELLE DE TERRAIN – PROJET
DE MISE AUX NORMES DES INSTALLATIONS
DE DISTRIBUTION D'EAU POTABLE
DU SECTEUR DE L'ANSE-AU-GRIFFON

CONSIDÉRANT QUE le consultant de la municipalité dans le projet de mise aux normes des installations de distribution d'eau potable du secteur de L'Anse-au-Griffon, soit la firme Roche Ltée, a identifié une parcelle de terrain que la Ville doit acquérir;

CONSIDÉRANT les diverses discussions avec le représentant de la propriétaire depuis la fin 2009;

CONSIDÉRANT le rapport d'évaluation préliminaire préparé par M. Fabrice Bourque, évaluateur agréé, le 9 février 2015;

CONSIDÉRANT QUE l'évaluateur agréé arrive à la conclusion que l'indemnité juste et raisonnable suggérée pour l'acquisition d'une partie du lot 2 732 219, cadastre du Québec, serait de 31 500 \$, et ce, en date d'octobre 2009, qui correspond à la date de prise de possession physique du terrain;

CONSIDÉRANT QUE le prix de 31 500 \$ se ventile comme suit:

Indemnité immobilière :	
Acquisition du terrain :	7 700 \$

Indemnité accessoire :	
Perte de récolte de bois :	890 \$
Dépréciation du résidu :	4 600 \$
Construction d'un chemin de ferme :	13 996 \$
Préjudices divers	4 599 \$
Total :	24 085 \$

Indemnité totale arrondie : 31 500 \$

CONSIDÉRANT QUE le représentant de la propriétaire nous confirme dans une correspondance du 8 août 2015 que sa cliente est disposée à signer un contrat de vente en faveur de la Ville pour un montant de 35 000 \$;

CONSIDÉRANT QUE la Ville s'est engagée à assumer les coûts pour la mise en place d'une deuxième entrée d'eau dans l'éventualité de la construction d'un deuxième bâtiment principal sur le lot résiduaire de la propriétaire;

CONSIDÉRANT QUE la Ville s'est engagée, quant à la question de l'écoulement des eaux du fossé du nouveau chemin, dans le fossé existant sur le terrain près du chemin public, à assumer les coûts de réparation ou d'entretien du fossé, dans l'éventualité où des dommages surviennent et qui seraient dus à l'eau provenant du fossé du nouveau chemin;

CONSIDÉRANT QUE ce règlement permettra de finaliser le dossier d'acquisition dans le dossier de mise aux normes;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la Ville de Gaspé procède à l'acquisition d'un terrain propriété de Mme Danielle Chouinard, étant une partie du lot 2 732 219, cadastre du Québec, d'une superficie de 7109,8 m², et décrit dans la description technique préparée par Gérard Joncas, arpenteur-géomètre, le 29 novembre 2011, sous le numéro 4249 de ses minutes.

QUE l'indemnité soit fixée à 35 000 \$ et soit ventilée comme suit:

• Acquisition du terrain :	7 700 \$
• Perte de récolte de bois :	890 \$
• Dépréciation du résidu :	4 600 \$
• Construction d'un chemin de ferme :	13 996 \$
• Préjudices divers :	4 599 \$
• Autres :	3 215 \$

QUE l'acte de vente devra prévoir des clauses afin de rencontrer les engagements des 7e et 8e considérants.

QUE le mandat de préparer l'acte requis soit confié à Me Claude Abdelnour, notaire.

QUE le mandat de préparer l'arpentage requis et la pose de bornes soit confié à Gérard Joncas, arpenteur-géomètre.

QUE le maire et la greffière soient autorisés à signer les

documents requis.

QUE la dépense soit imputée au règlement 1068-09.

RÉS. 15-09-040

MODIFICATION DE LA RÉSOLUTION 14-11-26 –
CALENDRIER DES SÉANCES ORDINAIRES –
VILLE DE GASPÉ

CONSIDÉRANT la résolution 14-11-26;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu de déplacer la séance du
mois d'octobre;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère
Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal reporte la séance prévue le lundi
5 octobre 2015 au mardi 13 octobre 2015.

NOTE

DÉPÔT D'UNE PÉTITION - RÉSIDENTS DE LA RUE MARTIN

Soixante-trois (63) citoyens demeurant sur les rues Martin, des
Cerfs et des Vents ont signé une pétition demandant le
revêtement d'asphalte manquant (2^e épaisseur).

RÉS. 15-09-041

FERMETURE DE LA SÉANCE

À 21h34 aucune question n'étant posée, il est proposé par
le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la séance soit fermée.

Daniel Côté, maire

Isabelle Vézina, greffière

Procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil municipal, tenue en
la salle de l'hôtel de ville, 21 septembre 2015 20h, à laquelle assistaient
les conseillers Réginald Cotton, Nelson O'Connor, Ghislain Smith ainsi
que les conseillères Carmelle Mathurin et Aline Perry, formant quorum
sous la présidence de M. le maire Daniel Côté.

Était absent : le conseiller Patrice Quenneville

Étaient également présents, M. Jocelyn Villeneuve, directeur du
Service d'urbanisme, de l'aménagement et de l'environnement, M. Michel
Cotton, directeur du Service des travaux publics et M. Jérôme Tardif,
coordonnateur aux communications et aux relations publiques., M.
Sébastien Fournier, directeur général et Mme Isabelle Vézina, greffière.

À 20 h, M. le Maire déclare la séance ouverte.

RES 15-09-042

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

IL est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin

ET résolu à l'unanimité,

QUE l'ordre du jour décrit ci-dessus soit adopté.

QUESTION DU PUBLIC

Aucune question n'étant posée, la séance se poursuit.

RES 15-09-043

OUVERTURE DE SOUMISSION – COLLECTE ET TRANSPORT DES MATIÈRES RÉSIDUELLES

CONSIDÉRANT QU'il est requis de renouveler le contrat pour la collecte et le transport des matières résiduelles pour l'année 2015-2016, soit du 1er octobre 2015 au 30 septembre 2016;

CONSIDÉRANT QUE suite à un appel d'offres public concernant le projet en titre, la Ville a reçu une seule soumission soit Bouffard Sanitaire Inc. pour un montant de 568 403.24 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QU'après étude la soumission reçue de Bouffard Sanitaire Inc. au montant de 568 403.24 \$, plus les taxes applicables est conforme;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal octroie le contrat de collecte et transport des matières résiduelles pour la période du 1er octobre 2015 au 30 septembre 2016 à Bouffard sanitaire Inc., au montant de 568 403.24 \$, plus les taxes applicables.

QUE la dépense autorisée soit imputée au code budgétaire 02-414-00-446;

QUE le Maire et la Greffière soient autorisés à signer les documents contractuels requis.

RES 15-09-044

ACCEPTATION DE DEMANDE DE PRIX - TRANSPORT DE CITERNE

CONSIDÉRANT le projet de collecte des boues de fosses septiques sur le territoire de la ville de Gaspé;

CONSIDÉRANT QU'un exercice pilote de location de citerne pour le transbordement des boues de Gaspé vers Chandler est actuellement à l'essai;

CONSIDÉRANT QUE la Ville de Gaspé a été en demande de prix auprès de diverses compagnies pouvant effectuer ce type de transport;

CONSIDÉRANT QUE l'offre la plus basse reçue est celle de Transport Kevin Langlais inc.;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal octroie le contrat de transport de la citerne destinée à la collecte des boues de fosses septiques à l'entreprise Transport Kevin Langlais Inc., et ce, aux coûts suivants :

- 1,55 \$/km plus les taxes applicables pour les trajets Gaspé/Chandler - Chandler/Gaspé
- 1 800 \$ plus les taxes applicables pour les transports Laval/Gaspé - Gaspé/Laval
- 80 \$/heure plus les taxes applicables pour le temps de vidange de la citerne au site de compostage de Chandler

QUE le conseil municipal autorise le directeur des Services administratifs à procéder au paiement des factures relatives à ce transport de citerne, et ce, jusqu'à concurrence d'un montant de 22 500 \$ plus les taxes applicables.

QUE ces dépenses soient imputées au poste budgétaire 02-416-00-516.

RES 15-09-045 PROLONGATION DE MANDAT DE TROIS (3) MEMBRES DU COMITÉ
CONSULTATIF D'URBANISME

CONSIDÉRANT que trois (3) mandats sont actuellement échus au sein du comité consultatif d'urbanisme;

CONSIDÉRANT que deux (2) postes sont actuellement vacants;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de prolonger le mandat des trois (3) membres du comité pour permettre un certain délai de recrutement de nouveaux membres;

CONSIDÉRANT que Madame Marie Houde et Messieurs Arthur Savage et Jean-François Spain ont manifesté leur intérêt pour prolonger leur dernier mandat;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal accepte de prolonger le dernier mandat actuellement échu des membres nommés précédemment, et ce, jusqu'au 30 novembre 2015.

RES 15-09-046 NOMINATION D'UN MEMBRE AU SEIN DU COMITÉ
CONSULTATIF D'URBANISME

CONSIDÉRANT QUE des postes sont actuellement vacants au sein du comité consultatif d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE le conseil municipal est responsable de la nomination de ces membres;

CONSIDÉRANT QU'un citoyen a démontré son intérêt à siéger sur ce comité;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal nomme monsieur Stéphane Morissette membre qui siégera au sein du comité consultatif d'urbanisme pour un mandat de deux (2) ans.

RES 15-09-047

CHARTRE DES PAYSAGES DE LA VILLE DE GASPÉ

CONSIDÉRANT QUE les paysages de la ville de Gaspé ont une valeur économique et qu'il importe de les préserver pour préserver l'identité du territoire de la ville à long terme;

CONSIDÉRANT QUE les paysages de la ville de Gaspé font partie intégrante de l'identité de la localité et qu'ils sont non seulement des panoramas pittoresques, mais aussi des biens culturels et patrimoniaux;

CONSIDÉRANT QUE le processus de la Charte vise à identifier, reconnaître et mettre en valeur les paysages qui forment l'identité de la ville de Gaspé;

CONSIDÉRANT QUE le processus de la Charte vise la préservation des paysages et le développement consciencieux de la ville de Gaspé à long terme;

CONSIDÉRANT QUE le processus de la Charte vise à analyser les mécanismes qui sont en place de façon à voir s'ils sont efficaces par rapport aux paysages et à créer un outil de référence aux décisions de développement;

CONSIDÉRANT QUE plusieurs intervenants des différents milieux de la ville s'impliquent dans le processus de la Charte depuis les tout débuts et que ces derniers s'engagent à signer la Charte;

CONSIDÉRANT QUE le processus de la Charte dure depuis plus de dix mois et qu'il a pris en compte l'opinion des citoyens via différents moyens de consultation;

CONSIDÉRANT QUE certaines sections de la Charte seront ensuite intégrées au Plan d'urbanisme;

CONSIDÉRANT QUE la Charte est une occasion de saisir l'importance des opportunités caractérisées par les paysages naturels, culturels et humanisés de la ville;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal adopte la Charte des paysages de la Ville de Gaspé dans son intégralité.

QUE le conseil municipal autorise le directeur de l'Urbanisme, de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement d'enclencher une modification du Plan d'urbanisme afin d'y intégrer certaines sections sélectionnées de la Charte.

QUE le conseil municipal s'engage à préserver les paysages de la ville de Gaspé de façon à préserver l'identité de la ville à long terme.

QUE le conseil municipal remercie la population de même que les différents intervenants concernés pour leur participation, leur implication et leur appui tout au long du processus de la Charte.

RES 15-09-048

ACHAT D'UN PONT ÉLEVATEUR

CONSIDÉRANT QUE tous les ans on doit faire certifier les ponts élévateurs;

CONSIDÉRANT QU'après une inspection, le pont élévateur du garage de l'aéroport est non sécuritaire;

CONSIDÉRANT QUE les coûts de réparation sont trop élevés;

CONSIDÉRANT une demande prix auprès de deux fournisseurs : Égide Dupuis & fils au montant de 16 828 \$ plus les taxes applicables, livraison comprise et Napa Gaspé au montant de 16 599 \$ plus les taxes applicables, plus 930 \$ plus les taxes applicables pour la livraison;

CONSIDÉRANT QUE cet achat nous permettra d'augmenter la capacité de cet équipement à 15 000 lbs;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise le Service des travaux publics à procéder à l'achat d'un pont élévateur d'une capacité de 15 000 lbs chez Égide Dupuis & fils au montant de 16 828 \$ plus les taxes applicables, livraison incluse.

QUE ce montant soit imputable au fonds de roulement remboursable sur 5 ans.

RES 15-09-049

PAIEMENT DE FACTURE – « EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC. – RUISSEAU-DEAN »

CONSIDÉRANT la facture # 5801707473 de l'entreprise Eurovia Québec Construction Inc. au montant de 102 816 \$ plus les taxes applicables pour les travaux d'asphaltage réalisés sur la rue du Ruisseau-Dean;

CONSIDÉRANT QUE le projet initial prévoyait le remplacement du ponceau; donc lors de l'appel d'offres réalisé au printemps 2015 pour le rapiéçage mécanisé de cette rue, la portion où se situait le ponceau était exclue des quantités à être réalisées et dont le prix soumis était de 67 816 \$ plus les taxes applicables pour le recouvrement de cette rue;

CONSIDÉRANT QU'après une étude budgétaire pour le remplacement du ponceau de la rue du Ruisseau-Dean, ce projet a été annulé étant donné qu'il était trop coûteux dans les circonstances;

CONSIDÉRANT QU'une demande de prix a été effectuée auprès de l'entrepreneur Eurovia Québec Construction Inc. afin de corriger la rue dans le secteur du ponceau du ruisseau Dean afin de rendre la circulation confortable et corriger les déficiences sur la chaussée par l'ajout de gravier et de 2 couches d'asphalte, et ce, pour un montant de 35 000 \$ plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE les travaux ont été complètement réalisés lors du pavage complet de la rue et ont donné un excellent résultat;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise le paiement de la facture de l'entreprise Eurovia Québec Construction Inc. portant le # 5801707473 au montant de 102 816 \$ plus les taxes applicables.

QUE cette dépense soit imputable à la résolution 15-07-03 pour un montant de 67 816 \$ plus les taxes applicables et au règlement 1273-15 pour un montant de 35 000 \$ plus les taxes applicables.

RES 15-09-050

PAIEMENT DE FACTURES –
" EUROVIA QUÉBEC CONSTRUCTION INC - DIVERSES
TRANCHÉES BRIS D'AQUEDUC ET D'ÉGOUT "

CONSIDÉRANT les factures émises par l'entreprise Eurovia Québec Construction Inc. et portant les # 5801674071, 5801719722, 5801719724, 5801707477, 5801719715 pour un montant total de 50 196.47 \$ plus les taxes applicables pour des travaux de rapiéçage d'asphalte au niveau des tranchées lors des bris d'aqueduc et d'égout;

CONSIDÉRANT QUE ces travaux ont tous été réalisés et acceptés par le service des travaux publics de la Ville de Gaspé.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Nelson O'Connor,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil municipal autorise le paiement des factures de l'entreprise Eurovia Québec Construction Inc. portant les # 5801674071, 5801719722, 5801719724, 5801707477, 5801719715 pour un montant total de 50 196.47 \$ plus les taxes applicables pour des travaux de rapiéçage d'asphalte au niveau des tranchées lors des bris d'aqueduc et d'égout;

QUE cette dépense soit imputable au budget relié aux carrières et sablières.

RES 15-09-051

ACCEPTATION COMPTES DU MOIS

CONSIDÉRANT les dépenses reliées aux activités financières au montant de 80 712.88 \$

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le Conseil autorise le paiement des dépenses reliées aux activités financières non autrement autorisées au montant de 80 712.88 \$.

RES 15-09-052

MODIFICATION DU FINANCEMENT
DE LA RÉSOLUTION 15-05-54

CONSIDÉRANT la résolution 15-05-54 octroyant le mandat

d'étude géotechnique pour le remplacement d'un ponceau et de la réfection d'une partie de la rue Ruisseau-Dean à Gaspé, à la firme Inspec-Sol, pour un montant de 6 530 \$, plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QU'il y lieu de modifier le financement prévu étant donné qu'il n'aura pas lieu d'effectuer de travaux supplémentaires à court terme;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le 2e paragraphe de la recommandation de la résolution 15-05-54 soit remplacé par celui-ci :

QUE le montant soit imputable au fonds de roulement remboursable sur dix (10) ans, et que cette dépense soit complémentaire au financement prévu à la résolution 15-04-13.

RES 15-09-053

RÉSEAU GASPÉSIEEN DE BORNES DE RECHARGE À COURANT CONTINU (BRCC)

CONSIDÉRANT QU'Hydro-Québec, via le Circuit Électrique, est en plein déploiement d'un réseau de bornes de recharge à courant continu (BRCC) sur tout le territoire québécois;

CONSIDÉRANT QUE des bornes seront installées à des endroits stratégiques et dans un ordre permettant de relier les centres urbains au reste du territoire québécois;

CONSIDÉRANT QUE le corridor Québec-Rimouski devrait voir le jour rapidement;

CONSIDÉRANT QUE le déploiement de BRCC en Gaspésie se verrait relégué à un futur éloigné dans le cadre d'un modèle d'affaires classique;

CONSIDÉRANT QUE l'objectif même des BRCC est d'offrir un temps de recharge court et pratique afin d'étendre l'autonomie des véhicules électriques de manière à franchir de grandes distances dans des délais acceptables;

CONSIDÉRANT QUE la Corporation de développement de Saint-Maxime-du-Mont-Louis propose de piloter le projet d'un réseau gaspésien de BRCC qui permettra d'étendre le rayon d'autonomie des véhicules électriques actuels à l'ensemble du circuit routier régional;

CONSIDÉRANT QUE le projet consiste à doter la Gaspésie d'un circuit de 11 bornes BRCC;

CONSIDÉRANT les ententes avec les localités de Matane, Sainte-Anne-des-Monts, Mont-Louis et Grande-Vallée;

CONSIDÉRANT la volonté d'adhérer les localités de Gaspé, Percé, Chandler, Paspébiac, New Richmond, Pointe-à-la-Croix et Amqui;

CONSIDÉRANT QU'aucun apport financier n'est demandé aux municipalités ciblées pour l'installation de la borne;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité doit désigner un espace de stationnement où il est possible qu'Hydro-Québec s'y raccorde en 600 volts;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal confirme à la Corporation de développement de Saint-Maxime-du-Mont-Louis son intérêt à adhérer au réseau gaspésien de bornes de recharge à courant continu (BRCC).

QUE la Ville de Gaspé est disposée à mettre à la disposition du projet le stationnement de la rue Harbour ou celui de la gare intermodale.

RES 15-09-054

AVIS DE MOTION

Le conseiller Ghislain Smith donne avis qu'il sera présenté à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement concernant un programme de relance industrielle à l'égard du secteur "PLAQUETTES DE FREIN" dans la zone industrielle du Port de Gaspé. Le texte de ce règlement est remis à chacun des membres du Conseil présenté à cette séance et autorisation est accordée de dispenser la lecture de ce règlement à son adoption selon l'article 356 de la Loi sur les cités et villes.

RES 15-09-055

AVIS DE MOTION

Le conseiller Réginald Cotton donne avis qu'il sera présenté à une prochaine séance de ce Conseil, un règlement amendant le règlement relatif au plan d'urbanisme 1155-11 en ajoutant l'article 5.3.1.3 Les paysages de Gaspé au chapitre 5 LES ZONES À RÉNOVER, À RESTAURER ET À PROTÉGER, et ce, afin d'inclure la Charte des paysages de la Ville de Gaspé au Plan d'urbanisme. Le texte de ce règlement est remis à chacun des membres du Conseil présenté à cette séance et autorisation est accordée de dispenser la lecture de ce règlement à son adoption selon l'article 356 de la Loi sur les cités et villes.

RES 15-09-056

CESSION D'ÉQUIPEMENTS PAR C. D. SPECTACLES INC. EN FAVEUR DE LA VILLE DE GASPÉ

CONSIDÉRANT la reconstruction de la salle de spectacles de Gaspé à l'intérieur de la Polyvalente C.-E.-Pouliot de Gaspé ;

CONSIDÉRANT QUE C. D. Spectacles Inc. est propriétaire de divers équipements de sonorisation, d'éclairage, de projection visuelle, porteuse électrique, accessoires, instruments de musique, informatiques, mobilier, chaises et tables, billetterie, divers, tel que décrit dans un inventaire préparé le 1er mai 2015;

CONSIDÉRANT QU'il serait avantageux pour C. D. Spectacles Inc. que la Ville soit propriétaire de l'ensemble des équipements de la salle de spectacles, notamment au niveau de ses liquidités ;

CONSIDÉRANT QUE la valeur aux livres comptables est de 96 977 \$ au 31 mars 2015 ;

CONSIDÉRANT la demande de C. D. Spectacles inc. pour que la Ville devienne propriétaire des équipements susdits ;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Ghislain Smith,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la Ville de Gaspé accepte la cession des équipements propriétés de C. D. Spectacles Inc. et décrits dans l'inventaire préparé le 1er mai 2015 pour un montant de 87 000 \$.

QUE le tout soit conditionnel à ce qu'aucun lien hypothécaire ou autres ne soit en vigueur contre ces équipements.

QUE le tout soit également conditionnel à la signature des ententes relatives à la gestion de la salle de spectacles.

QUE la dépense soit imputée au règlement 1109-10.

QUE le maire et la greffière soient autorisés à signer les documents requis.

RES 15-09-057

**DIRECTIVE DE CHANGEMENT # 01 – AMÉNAGEMENT
DU LOCAL POUR PLAQUETTES DE FREINS B & B,
SITUÉ AU 1, RUE DES COTTON À GASPÉ**

CONSIDÉRANT la construction et l'aménagement d'un nouveau local au 1, rue des Cotton à Gaspé;

CONSIDÉRANT la résolution 15-08-04, qui octroyait le contrat à l'entrepreneur général Construction Antonin Cotton Inc.;

CONSIDÉRANT QUE certains changements sont survenus en cours de chantier;

CONSIDÉRANT la réception de la directive de changement # 01 relativement au nettoyage des murs et planchers dans le secteur du local à aménager, et ce, pour un montant de 4 666.30 \$, plus les taxes applicables;

CONSIDÉRANT QUE cette directive de changement est acceptée par les professionnels au dossier et ne compromet pas le respect du budget prévu;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par la conseillère Aline Perry,

ET résolu à l'unanimité,

QUE le conseil municipal octroie le mandat de nettoyage des murs et planchers dans le secteur du local à aménager, et ce, suite à la réception de la directive de changement #01, à Construction Antonin Cotton Inc., pour un montant de 4 666.30 \$, plus les taxes applicables.

QUE le montant soit imputé au règlement d'emprunt 1003-07.

RES 15-09-058

**ACCEPTATION D'UN PROJET D'AMENDEMENT
AU RÈGLEMENT 1155-11 ET DATE DE
L'ASSEMBLÉE DE CONSULTATION**

IL est proposé par le conseiller Réginald Cotton

ET résolu à l'unanimité,

QUE le projet d'amendement au règlement 1155-11 décrit ci-après soit accepté :

Règlement 1155-11-01:

Règlement amendant le règlement relatif au plan d'urbanisme 1155-11 en ajoutant l'article 5.3.1.3 Les paysages de Gaspé au chapitre 5 LES ZONES À RÉNOVER, À RESTAURER ET À PROTÉGER, et ce, afin d'inclure la Charte des paysages de la Ville de Gaspé au Plan d'urbanisme.

QUE l'assemblée de consultation soit tenue à l'hôtel de ville, le jeudi, 15 octobre 2015, à 16 h.

RES 15-09-059

FERMETURE DE LA SÉANCE

À 20 h 05 aucune question n'étant posée, il est proposé par la conseillère Carmelle Mathurin,

ET résolu à l'unanimité,

QUE la séance soit fermée.

Daniel Côté, maire

Isabelle Vézina, greffière